

**GIELLEDI S.A.**  
**(anciennement UNIWELL S.A.)**  
**Société anonyme**  
**Siège social: 3, avenue Pasteur**  
**L-2311 LUXEMBOURG**  
**R.C.S. Luxembourg no B42.523**

**UNIWELL S.A.**  
**Société anonyme**  
**Siège social : 23, rue Beaumont**  
**L-1219 LUXEMBOURG**  
**R.C.S. Luxembourg : en cours d'enregistrement**

**REALISATION SCISSION PARTIELLE**  
**DU 30 DECEMBRE 2016 – Me SCHAEFFER N°3155/2016**

L'an deux mil seize, le trente décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme UNIWELL S.A., ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur, inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B42.253, constituée suivant acte reçu par Me Marc ELTER, à l'époque notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 décembre 1992, publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations no 140 daté du 1<sup>er</sup> avril 1993. Les statuts ont été modifiés plusieurs fois, et pour la dernière fois par un acte reçu par Me François KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 29 avril 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations no 1271, du 17 juin 2010.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Claude GEIBEN, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Laurent BACKES, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

L'Assemblée élit comme scrutateur Monsieur Georges HELLENBRAND, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve, et Monsieur Stéphane SANTER, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

Le bureau ainsi constitué constate que l'intégralité des actions émises dans le capital social, et de tous autres titres jouissant d'un droit de vote, sont représentés, ainsi qu'il résulte d'une liste de présence signée par les actionnaires et autres porteurs de titres jouissant d'un droit de vote présents, respectivement par leurs mandataires, et par les membres du bureau, et par le notaire instrumentant, laquelle liste restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, et autres porteurs de titres jouissant d'un droit de vote représentés, signées «ne varietur» par eux, respectivement leurs représentants, les membres du bureau et le notaire instrumentant.

Les actionnaires et porteurs d'autres titres ayant droit au vote, présents respectivement les mandataires des actionnaires et porteurs d'autres titres ayant droit au vote représentés, déclarent avoir reçu une convocation écrite spéciale et préalable, et déclarent ayant reçu une parfaite connaissance de l'ordre du jour. Ils déclarent dans leur ensemble renoncer à de plus amples formalités de convocation.

Monsieur le Président déclare et prie le Notaire d'acter ce qui suit:

- I. Qu'il résulte de la susdite liste de présence, que toutes les 111.819 (cent onze mille huit cent dix-neuf) actions représentatives de l'intégralité du capital social de la Société sont dûment représentées à la présente Assemblée.
- II. Qu'il résulte pareillement de la susdite liste de présence que tous les porteurs de l'ensemble des obligations actuellement

émises par la Société sont dûment représentés à la présente Assemblée.

III. Qu'en conséquence la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit, le tout en conformité avec les dispositions de l'article 288, ainsi que des articles 307 et suivants, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

IV. Que la présente Assemblée Générale extraordinaire a comme ordre du jour:

1. Présentation du projet de scission partielle, par transfert de certains actifs et passifs de la société anonyme UNIWELL S.A., en application de l'article 288 (1), et conformément aux articles 293, l'art. 294 paragraphes (1) (2) (4) et l'art. 295 (1) c) d) et e), en vertu de l'article 296 (2), de l'article 298 et de l'article 307 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, par la constitution d'une nouvelle société anonyme de droit luxembourgeois, sous le nom de UNIWELL S.A., ladite scission partielle devant s'opérer par le transfert de certains actifs et passifs par la société UNIWELL S.A., mais sans la dissolution ni la liquidation de la société UNIWELL S.A., et par émission d'actions nouvelles, au prorata, aux actionnaires de la société anonyme UNIWELL S.A., ledit projet de scission partielle par transfert d'actifs et de passifs, datant du 21 novembre 2016, et approuvé par le conseil d'administration d'UNIWELL S.A. dans sa réunion du même jour, ayant été publié au RESA, Recueil Electronique des Sociétés et Associations, le 25 novembre 2016, sous la référence 2016-155.305 ;

2. Renonciation en vertu de l'article 296 de la loi sur les sociétés commerciales à l'application de l'article 293, de l'article 294 paragraphes (1), (2) et (4) et de l'article 295 paragraphe 1 c) et d) de la loi sur les sociétés commerciales, et constatation que les articles 294 et 295 en ce qui concerne le rapport d'expert sont inapplicables en vertu de l'article 307 (5) de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, vu les modalités et le caractères strictement proportionnel de la scission partielle proposée ;

3. Constatation de l'exécution des autres obligations résultant de l'article 295 de la loi sur les sociétés commerciales ;

4. Dans le cadre de la scission partielle proposée, réduction du capital de la Société (société scindée), à concurrence de 30.000.- EUR (trente mille euros), pour le porter de son montant actuel de 5.775.451,35 EUR (cinq millions sept cent soixante-quinze mille quatre cent cinquante et un euros et trente-cinq cents) à 5.745.451,35 (cinq millions sept cent quarante-cinq mille quatre cent cinquante et un euros et trente-cinq cents), sans annulation d'actions ; abrogation de la valeur nominale de toutes les actions émises dans le capital par la société anonyme UNIWELL S.A. ; modification de l'article 5, paragraphe 1, des statuts actuels de la société anonyme UNIWELL S.A., pour lui donner dorénavant la teneur suivante : *« Le capital social souscrit est de 5.775.451,35 EUR (cinq millions sept cent soixante-quinze mille quatre cent cinquante et un euros et trente-cinq cents), représenté par 111.819 (cent onze mille huit cent dix-neuf) actions ordinaires sans désignation d'une valeur nominale, toutes entièrement libérées, »*.

5. Approbation du projet de scission partielle par transfert de certains actifs et passifs, et décision de réaliser la transaction dans le chef de la société anonyme UNIWELL S.A., conformément et en application de l'article 288 (1), et conformément aux articles 293, l'art. 294 paragraphes (1) (2) (4) et l'art. 295 (1) c) d) et e), en vertu de l'article 296 (2), et des articles 298 et 307 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, par le transfert de ces actifs et passifs, sans la dissolution et sans la liquidation de la société anonyme UNIWELL S.A., à une nouvelle société anonyme à constituer sous la dénomination UNIWELL S.A., avec siège social à L-1219 LUXEMBOURG, 23, rue Beaumont, au capital social de EUR 30.000.- (trente mille euros) divisé en 111.819 (cent onze mille huit cent dix-neuf) parts sociales sans désignation d'une valeur nominale chacune ;

6. Approbation de la constitution et des statuts de la nouvelle société, du nom d'« UNIWELL S.A. », issue du projet de scission partielle, par transfert d'actifs et de passifs, tel que publié au RESA, avec la particularité que le nombre des actions à émettre par la

nouvelle société sera légèrement différent de celui qui a été prévu dans le cadre du projet de statuts publié avec le projet de scission, afin de faire coïncider le ration d'échange (de 1:1), prévu dans le projet de scission, vu que la société anonyme présentement scindée UNIWELL S.A. a entretemps réalisé une fusion avec une autre société, ce qui a fait augmenter le nombre d'actions émises dans son propre capital;

7. Constatation de la réalisation de la scission partielle par transfert d'actifs et de passifs à la date de l'assemblée approuvant le transfert, sans préjudice des dispositions de l'article 302 de la loi sur les sociétés sur les effets du transfert à l'égard des tiers, tous les effets y prévus étant acquis au profit de la nouvelle société;

8. Constatation que la société UNIWELL S.A. continue d'exister à la date de l'assemblée approuvant le transfert, mais par un changement de son nom de « UNIWELL S.A. » en « GIELLEDI S.A. », et que ses actions ne sont pas annulées, et que la nouvelle société UNIWELL S.A. a commencé à exister, et que du point de vue comptable les effets du transfert prennent cours à la date du projet de scission partielle, par transfert d'actifs et de passifs ; modification de l'article 1 des statuts de la société existante UNIWELL S.A., pour lui donner dorénavant la teneur suivante : « « **Art. 1<sup>er</sup>** . *Il est existe entre les actionnaires actuels, et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions émises une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: "GIELLEDI S.A."* ».

Approbation, au besoin, d'un rapport spécial du conseil de gérance établi au vœu et en conformité avec les dispositions de l'article 26-1 (3 *quinquies*) de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, en relation avec le transfert d'actifs qui ne consistent pas en numéraire ;

9. Constatation qu'aucuns droits spéciaux ne sont actuellement accordés aux actionnaires, ou aux titulaires ou porteurs de titres autres que les parts sociales, de la société à scinder UNIWELL S.A., et qu'aucun droit spécial ne doit être assuré par la société bénéficiaire aux actionnaires de la société à scinder, ni à des titulaires ou porteurs de titres autres que les parts sociales de la société à scinder;

10. Constatation qu'aucun avantage particulier n'est attribué aux membres du conseil d'administration, ni aux organes de surveillance, de la société scindée, du fait de la présente scission partielle;

11. Nomination des organes sociaux de la nouvelle société résultant de la scission partielle ; fixation de l'adresse du siège social de la nouvelle société ;

12. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'Assemblée, cette dernière, après en avoir délibéré, prend par votes séparés et unanimes, et sans abstentions, les résolutions suivantes:

**PREMIERE RESOLUTION :**

L'Assemblée générale déclare avoir pris connaissance du projet de scission partielle par transfert de certains actifs et passifs de la anonyme UNIWELL S.A., en application et conformément à article 293, à l'article 294 paragraphes (1) (2) (4), et à l'article 295 (1) c) d) et e), en vertu des articles 296 (2), 298 et 307, de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales,

par la constitution d'une nouvelle société anonyme, sous le nom de la société anonyme UNIWELL S.A., ledit transfert d'actifs et de passifs à la nouvelle société UNIWELL S.A. devant s'opérer par le transfert de certains actifs et passifs par la société anonyme UNIWELL S.A. existante (destinée à changer sa dénomination en « GIELLEDI S.A. ci-après), mais sans dissolution ni liquidation de la société anonyme existante UNIWELL S.A.,

et par émission d'actions nouvelles de la nouvelle société anonyme UNIWELL S.A., au prorata, aux actionnaires de la société anonyme existante UNIWELL S.A.,

ledit projet de scission par transferts d'actifs et de passifs, daté du 21 novembre 2016 et approuvé par le conseil d'administration de la société anonyme existante UNIWELL S.A. dans sa réunion du même jour, ayant été publié au RESA, Recueil Electronique des Sociétés et Associations, en date du 25 novembre 2016, sous la référence 2016-155.305.

L'assemblée générale prend acte que ladite scission partielle, par transferts d'actifs et de passifs, aura lieu par constitution d'une nouvelle société de droit luxembourgeois, à savoir:

UNIWELL S.A. (la société à constituer), société anonyme, avec siège social à L-1219 LUXEMBOURG, 23, rue Beaumont,

les transferts d'actifs et de passifs (scission partielle) devant s'opérer par le transfert, mais sans la dissolution ni la liquidation de la société anonyme existante UNIWELL S.A., de certains actifs et passifs à la nouvelle société bénéficiaire à constituer.

Les actions de la société nouvelle à constituer sont attribuées aux actionnaires de la société existante UNIWELL S.A. proportionnellement à leurs droits dans le capital de la société existante UNIWELL S.A., en raison du rapport d'échange de 1 (une) action de la société nouvelle à constituer à raison d'une 1 (une) action de la société UNIWELL S.A. existante.

L'Assemblée constate encore pour autant que de besoin que le projet de scission partielle, par transfert de certains actifs et de passifs, approuvé et signé par le Conseil d'administration lors de sa réunion à Luxembourg en date du 21 novembre 2015, a été enregistré en date du 25 novembre 2015 à Luxembourg, et déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en date du même 25 novembre 2016, et publié au RESA, Recueil Electronique des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions légales en vigueur en matière de scissions.

#### **DEUXIEME RESOLUTION :**

Faisant usage de la faculté prévue par l'article 296 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,

l'assemblée générale déclare renoncer aux formalités prescrites par les articles 293, 294 paragraphes (1), (2), et (4) et l'article 295 paragraphes (1) c), d) et e) de cette même loi, et il est spécialement constaté que tous les actionnaires, de même que les porteurs de tous autres titres donnant droit au vote y ont définitivement renoncé, pour autant que les dispositions de l'article 307 (5) ne seraient pas entièrement applicables.

L'Assemblée constate encore que l'article 307 (5) de la loi sur les sociétés commerciales est applicable et qu'en conséquence les règles prévues aux articles 294 et 295 en ce qui concerne le rapport d'expert, vu l'attribution des actions respectivement parts sociales de la société nouvelle aux actionnaires de la société existante, proportionnellement aux droits de ceux-ci dans le capital de la société existante, ne sont pas applicables.

#### **TROISIEME RESOLUTION :**

L'Assemblée prie le notaire d'acter sur le vu d'une déclaration du conseil d'administration qui restera annexée au présent acte que les documents prévus à l'article 295, 1), points a), b), c) et d) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, pour autant qu'il n'y a pas été renoncé expressément par la résolution qui précède, ont été déposés un mois avant cette assemblée générale au siège social pour permettre aux actionnaires d'en prendre connaissance conformément à la loi.

#### **QUATRIEME RESOLUTION :**

Dans le cadre de la scission partielle objet des présentes, l'Assemblée décide la réduction du capital de la société pré-existante UNIWELL S.A, société scindée,

à concurrence de 30.000.- EUR (trente mille euros), pour le porter de son montant actuel de 5.775.451,35 EUR (cinq millions sept cent soixante-quinze mille quatre cent cinquante et un euros et trente-cinq cents) à 5.745.451,35 (cinq millions sept cent quarante-cinq mille quatre cent cinquante et un euros et trente-cinq cents), sans annulation d'actions.

L'assemblée décide l'abrogation de la valeur nominale de toutes les actions émises dans son capital par la société anonyme pré-existante UNIWELL S.A.

En conséquence des décisions qui précèdent, l'Assemblée décide la modification de l'article 5, paragraphe 1, des statuts actuels de la société anonyme pré-existante UNIWELL S.A., pour lui donner dorénavant la teneur suivante :



*« Le capital social souscrit est de 5.745.451,35 EUR (cinq millions sept cent quarante-cinq mille quatre cent cinquante et un euros et trente-cinq cents), représenté par 111.819 (cent onze mille huit cent dix-neuf) actions ordinaires sans désignation d'une valeur nominale, toutes entièrement libérées, ».*

**CINQUIEME RESOLUTION :**

L'Assemblée générale, composée de l'ensemble de tous les actionnaires, en conformité avec l'article 307 (3) de la loi sur les sociétés commerciales, approuve le projet de transfert d'actifs et de passifs publié au RESA, Recueil des Sociétés et Associations, du 25 novembre 2015, dans toutes ses dispositions et dans son intégralité, sans exception ni réserve autre que les deux modifications suivantes :

- le nombre d'actions à émettre par la nouvelle société à constituer sera de 111.189 actions (cent onze mille cent quatre-vingt-neuf) actions, au lieu de 111.000 (cent dix mille) ; et

- le capital autorisé de la nouvelle société à constituer sera représenté par 111.189.000 (cent onze millions cent quatre-vingt-neuf mille) actions, au lieu de 111.000.000 (cent onze millions) actions ; et

- par correction d'une imprécision dans le bilan de scission, tel que publié comme partie intégrante du projet de scission, publié en date du 25 novembre 2016, à sa page 6, en ce qui concerne les postes relatifs aux immobilisations financières transférés :

L'assemblée générale prend acte qu'il s'agit de transférer un seul actif immobilisé (sub-divisé en trois lignes comptables), à savoir:

- (i) Une participation dans une société de participation industrielle ;  
Inscrite et évaluée au bilan de fusion à 81.449.532,26 EUR  
(quatre-vingt et un millions quatre cent quarante-neuf mille cinq cent trente-deux euros et vingt-six cents) ;  
plus
- (ii) Une avance en future augmentation de capital donnée à la même société de participation industrielle ;  
Inscrite et évaluée au bilan de scission à 1.280.000.- EUR  
(un million deux cent quatre-vingt mille euros) ;

Plus

- (iii) Des fonds propres apportés par la société anonyme UNIWELL S.A. et détenus dans cette même société de participation industrielle ;

Inscrits et évalués au bilan de scission à 200.000.- EUR (deux cent mille euros).

L'assemblée constate que cette troisième position visée sous (iii) n'a pas été comprise comme élément à transférer dans le bilan de scission, et dans la publication du projet de scission, comme faisant partie des éléments de patrimoine transférés à la nouvelle société anonyme UNIWELL S.A., et, par voie de correction, l'assemblée générale décide de transmettre ces fonds propres de 200.000.- EUR (deux cent mille euros) à la nouvelle société à constituer UNIWELL S.A., étant spécialement constaté que cet actif constitue un accessoire de la participation figurant sous le poste (i) cité ci-dessus.

L'assemblée générale décide, par rectification de cet oubli, à transférer par la scission partielle, l'équivalent, en fonds propres (200.000.- EUR), à titre de réserves libres, à disposition de l'assemblée générale, sur le vu du bilan de scission de la société UNIWELL S.A., afin d'équilibrer l'élément « passif » du bilan de la nouvelle société constituée.

L'assemblée générale constate et décide qu'il n'y a, par contre, pas de modification des actifs circulants transférés à la nouvelle société constituée, et que la somme des actifs transférés, y compris les 200.000.- EUR (deux cent mille euros) en question sous le point (iii) ci-dessus, totalisera par conséquent 82.355.883,88 EUR (quatre-vingt-deux millions trois cent cinquante-cinq mille huit cent quatre-vingt-trois euros et quatre-vingt-huit euros), au lieu de 82.155.883,88 EUR (quatre-vingt-deux millions cent cinquante-cinq mille huit cent quatre-vingt-trois euros et quatre-vingt-huit euros).

L'assemblée décide de réaliser la scission partielle de la Société par la constitution d'une nouvelle société, à savoir :

UNIWELL S.A., avec un capital social de 30.000.- EUR (trente mille euros) représenté par 111.189 (cent onze mille cent quatre-vingt-neuf) actions sans désignation d'une valeur nominale.

L'Assemblée approuve l'apport et le transfert de certains éléments actifs et passifs spécifiques du patrimoine de la société existante UNIWELL S.A. arrêté au 30 septembre 2016 à la nouvelle société, tels que décrits dans le projet de scission partielle, outre la correction décidée ci-dessus.

**SIXIEME RESOLUTION :**

L'Assemblée générale approuve la constitution sous la forme authentique d'une nouvelle société résultant de la scission et ses statuts tels que publiés au RESA, Recueil Electronique des Sociétés et Associations, du 25 novembre 2016, et requiert le notaire instrumentant d'acter authentiquement sa constitution et ses statuts comme suit:

**UNIWELL S.A.**

**Société anonyme**

**Siège social: L - 1219 Luxembourg**

**23, rue Beaumont**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par les présentes par les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: "UNIWELL S.A.".

**Art. 2.** La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant à la majorité des voix requises pour la modification des statuts.

**Art. 3.** Le siège de la Société est établi dans la commune de Luxembourg-ville. Il peut être transféré par simple décision du conseil d'administration en tout autre lieu de cette commune et par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires comme en matière de modification des statuts, dans toute autre localité du Grand-

Duché de Luxembourg. Il pourra même être transféré à l'étranger, sur simple décision du conseil d'administration, lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la Société à son siège ou seraient imminents, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Nonobstant un tel transfert à l'étranger qui ne peut être que temporaire, la nationalité de la Société restera luxembourgeoise.

En toute autre circonstance, le transfert du siège de la Société à l'étranger et l'adoption par la Société d'une nationalité étrangère ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime de tous les associés et de tous les obligataires réunis en assemblée générale extraordinaire et plénière.

La Société peut décider sa transformation de société anonyme en société européenne (S.E.) de droit luxembourgeois.

La Société peut, par décision du conseil d'administration, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, sièges secondaires, succursales, agences et bureaux.

**Art. 4.** La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière et encore l'acquisition de brevets et de marques de fabrique et la concession de licences, l'acquisition de biens meubles et immeubles, leur gestion et leur mise en valeur.

Elle peut encore accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par

émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle peut d'une manière générale effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières et prêter tous services, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations à favoriser l'accomplissement de son objet social.

**Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à 30.000.- EUR (trente mille euros) représenté par 111.189 (cent onze mille cent quatre-vingt-neuf) actions, sans désignation d'une valeur nominale, toutes entièrement souscrites et libérées.

Les actions sont émises soit au porteur soit sous la forme nominative, au choix de l'actionnaire.

Tous les certificats au porteur émis devront être immobilisés auprès d'un dépositaire désigné par le conseil d'administration. Le conseil d'administration informera les actionnaires de toute nomination de dépositaire ou de tout changement le concernant dans le délai de 15 (quinze) jours ouvrables. Les actes de nomination ou de changement concernant les dépositaires devront être déposés et publiés conformément à l'article 11bis §1<sup>er</sup>, 3), d) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Un registre des actions au porteur sera ouvert, lequel se trouvera auprès de dépositaire et renseignera la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre des actions au porteur ou coupures détenues, la date du dépôt, les transferts, l'annulation ou la conversion des actions en titres nominatifs avec leur date.

La propriété de l'action au porteur s'établit par l'inscription sur le registre des actions au porteur. A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat peut être lui délivré par le dépositaire constatant

toutes les inscriptions le concernant qui lui sera remis endéans 8 (huit) jours calendrier.

Toute cession entre vifs est rendue opposable vis-à-vis des tiers et de la Société par un constat de transfert inscrit par dépositaire sur le registre des actions au porteur sur base de tout document ou notification constatant le transfert de propriété entre cédant et cessionnaire. La notification de transfert pour cause de mort est valablement faite à l'égard du dépositaire, s'il n'y a opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notoriété reçu par le juge de paix ou par un notaire.

Les actions au porteur ne se trouvant pas en dépôt ou n'étant pas valablement inscrites dans le registre des actions au porteur, verront leurs droits suspendus.

Le capital autorisé est fixé à 30.000.000.- EUR (trente millions d'euros) qui sera représenté par 111.189.000 (cent onze millions cent quatre-vingt-neuf mille) actions, sans désignation d'une valeur nominale chacune.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des présents statuts, autorisé à augmenter en une fois ou par plusieurs tranches le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission, à libérer par des versements en espèces ou par des apports autres qu'en espèces, tels des apports en nature, des titres, des créances, par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société.

Le conseil d'administration est encore expressément autorisé à réaliser tout ou partie du capital autorisé par l'incorporation de réserves disponibles dans le capital social.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou tout autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de ces augmentations de capital et pour comparaître par-devant notaire pour faire acter l'augmentation de capital ainsi intervenue dans les formes de la loi.

Chaque fois que le conseil d'administration fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera considéré comme adapté à la modification intervenue.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

La Société peut exister avec un seul actionnaire.

**Art. 6.** La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires. Les administrateurs seront divisés en administrateurs de Catégorie A et de Catégorie B.

Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles. Le conseil élit en son sein un président et le cas échéant un vice-président.

Si par suite de démission, décès, ou toute autre cause, un poste d'administrateur nommé par l'assemblée générale devient vacant, les

administrateurs restants peuvent provisoirement pourvoir à son remplacement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Dans les cas où la Société n'a qu'un seul actionnaire et que cette circonstance a été dûment constatée, les fonctions du conseil d'administration peuvent être confiées à une seule personne, qui n'a pas besoin d'être l'actionnaire unique lui-même.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour compte de la personne morale.

Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt la même responsabilité civile que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.

Les administrateurs, membres de cet organe, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions de ces organes, sont tenus de ne pas divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, les informations dont ils disposent sur la société anonyme et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la société, à l'exclusion des cas dans lesquels une telle divulgation est exigée ou admise par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou dans l'intérêt public.

**Art. 7.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes de disposition et d'administration nécessaires ou utiles à la réalisation de



l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non.

La Société se trouve engagée vis-à-vis de tiers, soit par la signature collective de deux administrateurs, dont une doit être d'un administrateur de Catégorie A et l'autre d'un administrateur de Catégorie B, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil d'administration.

Pour le cas où la Société est gérée par un seul administrateur, la Société est engagée par la signature individuelle de ce dernier, ou par la signature individuelle de la personne que l'administrateur unique a déléguée.

Tout administrateur peut prendre connaissance de toutes les informations qui sont transmises au conseil d'administration.

La délégation des pouvoirs de la gestion journalière à un membre du conseil d'administration ou l'attribution de pouvoirs spéciaux à un tel membre impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué ou à ces autres administrateurs.

**Art. 8.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la Société seule, représentée par son conseil d'administration.

**Art. 9.** Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent. Il est convoqué par son président, en son absence par le vice-président ou par deux administrateurs.

Le conseil d'administration peut valablement délibérer si une majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut se faire représenter dans les réunions du conseil d'administration par un de ses collègues. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues à la fois.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix le président n'a pas de voix prépondérante.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent transmettre leurs votes par tout moyen écrit de télécommunication.

Le conseil d'administration peut délibérer au moyen d'un réseau de visioconférences. La délibération est mise en réseau à partir du siège social. Le procès-verbal des délibérations arrêtées par visioconférence est rédigé au siège social par le secrétaire du conseil d'administration.

Il est envoyé aux membres du conseil d'administration endéans les quinze jours de la réunion. Ceux-ci feront connaître par écrit au secrétaire leur approbation ou leurs objections.

Si au cours d'une délibération par visioconférence une dissidence substantielle entre les membres du conseil d'administration devait naître, tout administrateur est en droit de demander le renvoi du sujet qui en est à l'origine à une prochaine réunion du conseil d'administration qui se tiendra endéans les 30 jours à Luxembourg, les membres étant physiquement présents ou dûment représentés. Le premier alinéa de cet article est d'application.

A défaut d'autres dispositions plus restrictives prévues dans le règlement intérieur sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Toute réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

La Société peut à son choix établir un règlement intérieur contraignant pour tous les administrateurs, qui arrête toutes autres mesures complémentaires relatives aux réunions qui se tiennent à distance.

Le conseil d'administration peut prendre des résolutions par la voie circulaire. Les propositions de résolutions sont dans ce cas transmises par écrit aux membres du conseil d'administration qui font connaître leurs décisions en retour et par écrit. Les décisions sont considérées prises si une majorité d'administrateurs a émis un vote favorable.

Il est dressé procès-verbal des décisions du conseil d'administration. Les extraits des décisions du conseil d'administration sont délivrés conformes par le président, à son défaut par deux administrateurs.

**Art. 10.** La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles.

**Art. 11.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Chaque année, le trente et un décembre, les livres, registres et comptes de la Société sont arrêtés. Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que l'annexe aux comptes annuels.

**Art. 12.** Le conseil d'administration ainsi que les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale quand ils le jugent opportun. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le vingtième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Les convocations de toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour.

L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de cinq pour cent au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou de plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Cette demande est adressée au siège social par lettre recommandée cinq jours au moins avant la tenue de l'assemblée.

Les extraits des procès-verbaux des assemblées générales sont délivrés conformes par le président du conseil d'administration, à son défaut par deux administrateurs.

**Art. 13.** Tout actionnaire a le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire, chaque action donnant droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième vendredi du mois de juin à 11:00 heures au siège social ou à tout autre endroit dans la commune du siège à désigner dans les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale annuelle est appelée à approuver les comptes et les rapports annuels et à se prononcer sur la décharge des organes sociaux.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder en cours d'exercice au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

**Art. 15.** Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

### **DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Le premier exercice commence au jour de la constitution pour se terminer le 31 décembre 2016.

La première assemblée générale annuelle se réunit en 2017.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) aux comptes seront élus par l'assemblée générale extraordinaire suivant immédiatement la constitution de la Société.

#### ***Souscription - Libération du capital social***

Le capital social de la nouvelle UNIWELL S.A. ainsi constitué est de EUR 30.000.- (trente mille euros), représenté par 111.189 (cent onze mille cent quatre-vingt-neuf) actions sans désignation d'une valeur nominale chacune,

et est libéré intégralement par la transmission de la partie des éléments du patrimoine total actif et passif de la société pré-existante UNIWELL S.A. destinée à la société nouvelle UNIWELL S.A., et tel que résultant du projet de scission partielle publié comme dit ci-avant.

#### ***Attribution des actions***

En rémunération de cet apport, il est attribué aux actionnaires de la société pré-existante UNIWELL S.A. (ci-après « GIELLEDI S.A. ») les 111.189 (cent onze mille cent quatre-vingt-neuf) actions de la nouvelle société présentement constituée, entièrement libérées, proportionnellement à leurs droits dans le capital social de la société UNIWELL S.A. scindée, à raison de 1 (une) action de la présente société nouvelle contre une (1) action de la société scindée.

L'assemblée générale constate que l'ensemble des actionnaires de la société existante UNIWELL S.A. (ci-après « GIELLEDI S.A. »), scindée, ont déclaré séance tenante leur souscription à l'ensemble des actions nouvelles émises dans le capital de la société nouvelle UNIWELL S.A., exactement dans les proportions de leur participation actuelle dans le capital actuelle de la société existante UNIWELL S.A., telle que renseignée sur la prédite liste de présence.

L'Assemblée approuve la teneur d'un rapport spécial du conseil de gérance établi au vœu et en conformité avec les dispositions de l'article 26-1 (3 *quinquies*) de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, en relation avec le transfert d'actifs qui ne consistent pas en numéraire, et qui contenant l'ensemble des informations requises sous les points a), b), c) et d) de la disposition légale citée,

ledit rapport restant annexé au présent procès-verbal pour être enregistré avec lui, après signature *ne varietur* par les membres du bureau et le notaire instrumentant, ledit rapport étant publié à la suite du présent acte conformément à la disposition légale citée.

### ***Constatation***

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

### **SEPTIEME RESOLUTION :**

L'assemblée générale constate que conformément à l'article 301 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée, le transfert d'actifs et de passifs tel que décrit dans le projet est devenu effectif à la date du présent acte, sans toutefois être soumis ni destiné à produire les effets prévus à l'article 303 de la même loi, à l'exception de son

point c), sans préjudice des dispositions de l'article 302 de ladite loi sur les effets de la scission à l'égard des tiers.

**HUITIEME RESOLUTION :**

L'assemblée générale constate que la société anonyme pré-existante UNIWELL S.A. (dont la dénomination sera modifiée ci-après) continue d'exister à la date de l'assemblée approuvant la scission partielle,

et que la nouvelle société UNIWELL S.A. a maintenant commencé à exister,

et que du point de vue comptable le transfert des actifs et passifs transférés à la nouvelle UNIWELL S.A. le sont avec effet comptable à la date d'aujourd'hui,

étant précisé que les opérations comptables dans la période séparant la date du projet de scission et la date de l'acte notarié seront réparties proportionnellement, selon les proportions de la répartition des actifs et passifs entre le société UNIWELL S.A. pré-existante et la nouvelle société UNIWELL S.A., et qu'à partir de cette date les opérations de la société scindée sont censées avoir être réalisées par la société pré-existante pour le compte de la société nouvelle en ce qui concerne les seuls actifs et passifs spécifiquement transmis à la société nouvelle d'après le projet, avec jouissance pour les propriétaires de leurs actions à partir de cette date.

**L'assemblée générale décide ensuite de modifier la dénomination de la société à scinder partiellement UNIWELL S.A. (RCS Luxembourg B 42325) en « GIELLEDI S.A. », et décide par conséquent que l'article premier de la société à scinder prend dorénavant la teneur suivante :**

*« **Art. 1<sup>er</sup>** . Il est existe entre les actionnaires actuels, et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions émises une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: "GIELLEDI S.A.". »*

L'assemblée décide que toutes les autres dispositions des statuts sociaux de la société « GIELLEDI S.A. ». restent inchangées, mise à part de la modification de l'article 5 des statuts, ci-avant décidée.

**NEUVIEME RESOLUTION :**

L'Assemblée constate qu'aucuns droits spéciaux ne sont actuellement accordés aux actionnaires, ou aux titulaires ou porteurs de titres autres que les parts sociales, de la société à scinder UNIWELL S.A., et qu'aucun droit spécial ne doit être assuré par la société bénéficiaire aux actionnaires de la société à scinder, ni à des titulaires ou porteurs de titres autres que les parts sociales de la société à scinder.

**DIXIEME RESOLUTION :**

L'Assemblée constate qu'aucun avantage particulier n'est attribué aux membres du conseil d'administration, ni aux organes de surveillance, de la société scindée, du fait de la présente scission partielle.

**ONZIEME RESOLUTION :**

Tous les actionnaires de la société nouvelle, tous ici dûment représentés, ont déclaré se constituer en assemblée générale et passer pour le compte de la société nouvelle les décisions suivantes :

Il est décidé de fixer le nombre des administrateurs à 3 (trois) et celui des commissaires aux comptes à 1 (un).

Sont nommés aux fonctions d'administrateur de la nouvelle société UNIWELL S.A. issue de la scission :

(1) Monsieur Claude GEIBEN, maître en droit, né le 16 septembre 1971 à Luxembourg, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve,

(2) Monsieur Nico SCHAEFFER, docteur en droit, né le 15 mai 1937 à Echternach, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve,

(3) Monsieur Andrea RODA, né à Como (Italie) le 11 avril 1990, demeurant à Via Volta 2A, CH-6830 Chiasso, Suisse.



Conformément à l'article 6 des nouveaux statuts, l'Assemblée désigne comme administrateur de catégorie A Monsieur Andrea RODA, préqualifié, et Messieurs Nico SCHAEFFER et Claude GEIBEN comme administrateurs de catégorie B.

L'Assemblée appelle aux fonctions de commissaire aux comptes de la société UNIWELL S.A., le sieur Michel SCHAEFFER, expert comptable, né le 4 juillet 1975 à Luxembourg, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

L'assemblée générale décide de nommer ces administrateurs et commissaire aux comptes pour un terme de 6 (six) ans, de manière à ce que leurs mandats prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2021.

#### **DECLARATION NOTARIEE**

Le notaire instrumentaire déclare conformément aux dispositions de l'article 300 (2) de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales avoir vérifié, et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société ainsi que du projet de transfert d'actifs et de passifs.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée.

#### **DONT ACTE**

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé le présent acte avec le Notaire.

Signé: C. Geiben, L. Backes, G. Hellenbrand, S. Santer et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 6 janvier 2017

Relation : 2LAC/2017/493

Reçu soixante-quinze euros

Eur 75.-

Le receveur/signé/André MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à la demande de la prédite société, aux fins  
d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 12 janvier 2017.